



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

*Seul le texte prononcé fait foi*

## **Assemblée générale**

**65<sup>ème</sup> session**

Débat général

Déclaration de

**S.E. Mme Doris Leuthard**

**Présidente**

**de la Confédération suisse**

---

*Check against delivery*

## **General Assembly**

**65<sup>th</sup> session**

General debate

Statement by

**H.E. Mrs. Doris Leuthard**

**President**

**of the Swiss Confederation**

New York, le 23 septembre 2010

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,  
Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement,  
Monsieur le Secrétaire général,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur de m'adresser, au nom de la Suisse, à l'Assemblée générale présidée cette année par notre compatriote Monsieur Joseph Deiss. Je tiens à féliciter le Président de l'Assemblée générale pour son élection. Elle constitue un grand honneur pour la Suisse. Elle est non seulement une reconnaissance de la personnalité et du travail de M. Deiss, mais également de l'engagement de mon pays en tant que membre de l'ONU et défenseur du multilatéralisme.

## 1. Transformation de l'ONU

M. le Président, Mesdames, Messieurs,

Nous nous trouvons aujourd'hui dans un bâtiment en rénovation. La rénovation architecturale de l'ONU m'amène à me demander : « Quelle ONU sommes-nous en train d'édifier pour les 10, 20, 30 prochaines années? » Il nous faut une ONU qui sache relever les défis de l'avenir pour le bien de tous. Il nous faut une ONU qui contribue effectivement à la résolution des problèmes de notre planète. Il nous faut des Etats membres de l'ONU qui assument leur pleine responsabilité dans la construction d'un monde meilleur.

## 2. Le monde de demain?

L'avenir de l'ONU doit correspondre au monde de demain. A l'heure actuelle, près d'un milliard de personnes sont encore sous-alimentées. Nous serons beaucoup plus nombreux à partager cette planète. Nous devons sans doute subsister avec moins de ressources. Grâce au développement technologique et de l'information, nos concitoyens participent de manière plus directe aux défis de nos sociétés. Toujours mieux informés, ils considèrent qu'une partie de la légitimité de notre organisation universelle réside dans sa capacité à répondre de façon efficace à ces défis. Ils exigent que des comptes leurs soient rendus.

### 3. Vision pour une ONU plus forte

M. le Président, Mesdames, Messieurs,

Dans un monde plus globalisé, nous devons chérir et défendre les principes contenus dans la Charte des Nations Unies. Nous devons veiller au bon fonctionnement de notre édifice commun dans un esprit de solidarité, de respect et de responsabilité.

Une communauté internationale forte a besoin de solidarité. Ceci implique non seulement d'apporter notre soutien aux pays qui ne sont pas en mesure d'aider leur population. Cela signifie également de rappeler les Etats à leur responsabilité envers leur propre population dans des domaines tels que la sécurité, l'état de droit, les droits humains et la démocratie - ceci dans le respect de la Charte des Nations Unies.

Chaque femme, chaque homme, chaque citoyen doit apporter sa pierre à la construction de l'édifice commun. De même, chaque membre doit pouvoir être capable de mettre les intérêts nationaux au second plan. C'est uniquement ainsi que des solutions pourront être trouvées dans l'intérêt de tous.

### 4. Coopération internationale, représentativité et gouvernance

Chaque jour, l'actualité nous rappelle que nous sommes confrontés à des défis croissants, globaux et de plus en plus complexes: crise économique et financière, changement climatique, sécurité alimentaire et énergétique, développement et pauvreté, paix et sécurité.

La recherche de solutions durables à ces défis passe par une vraie gouvernance, une gouvernance qui reflète davantage les nouveaux équilibres mondiaux. La nouvelle prospérité de certains doit aller de pair avec de nouvelles responsabilités. Si les succès économiques permettent à de nouveaux Etats de prendre une part plus active à la gouvernance du monde, ces derniers doivent aussi accepter les responsabilités qui en découlent.

L'ONU dispose d'une légitimité unique du fait de sa composition universelle. Cette légitimité est également dérivée des thèmes qui y sont traités, qui nous concernent tous. L'agenda de cette semaine en est le meilleur témoignage.

Mais la légitimité dépend aussi de la performance d'une organisation et de sa capacité à répondre à ce que l'on attend d'elle. Dans certaines situations, l'ONU semble mal équipée et

hésitante à agir. La force que confère l'universalité devient un fardeau lorsque nous, membres, sommes divisés. Nos débats ne doivent pas se limiter au plus petit dénominateur commun. Ils doivent déboucher sur l'action et sur des résultats pour le bien commun de l'humanité.

Car si l'ONU n'agit pas, d'autres groupes, qui ne reflèteront qu'une partie des pays du monde, prendront les devants dans un souci d'efficacité et joueront un rôle central dans la gouvernance globale. Pour la Suisse, de tels groupes manquent de légitimité en raison de leur composition restreinte. Il est donc crucial que l'ONU et ses organes principaux demeurent au centre de la gouvernance mondiale. C'est pourquoi nous devons veiller à ce que la légitimité de l'organisation universelle ne souffre pas d'un manque d'efficacité. Pour progresser dans la construction d'un monde meilleur, il est de notre responsabilité collective d'apporter à un défi global, une réponse globale. La Suisse veut contribuer à cet effort commun.

## 5. Axes d'action

M. le Président, Mesdames, Messieurs,

Une action d'envergure mondiale est requise dans les domaines suivants :

- Il faut mettre en œuvre rapidement et complètement les objectifs du Millénaire pour le développement.
- Nous savons que jeter un sac de riz d'un hélicoptère n'est pas suffisant . Nous devons plutôt apprendre aux gens à cultiver du riz. En effet, aujourd'hui, 1,4 milliard de personnes vivent encore dans l'extrême pauvreté. Chaque jour, trop d'enfants et de mères meurent de malnutrition et de manque de soins. Nous savons que d'immenses moyens financiers sont nécessaires après une catastrophe. Dans l'urgence, l'argent afflue. Toutefois, trois ans après la catastrophe : qui s'y intéresse encore ? Qui participe à la reconstruction ?
- Il convient de définir au plus vite des objectifs contraignants visant la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Nous disposons aujourd'hui d'un savoir, de technologies propres, de technologies vertes. Il faut agir, chacun avec des mesures ciblées pour son propre pays. Attendre que les pays industrialisés aient investi au Sud ne suffit pas. Egalement ici, chacun doit prendre ses responsabilités. Nous avons encore cette année au Mexique une chance de progresser. Les catastrophes naturelles survenues récemment sont des signes

qui ne trompent pas. La Suisse réduira de 20% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020.

- Trente ans après la fin de la guerre froide, la prolifération des armes de destruction massive représente toujours un grand danger pour la paix et la sécurité. Mais les véritables ravages auprès de la population civile sont causés par les armes légères et de petits calibres.
- Actuellement, le terrorisme profite de cette situation et peut facilement s'alimenter sur le marché. La Suisse, avec d'autres pays, soutient une mise en œuvre complète de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies. Cette initiative prévoit également l'engagement de spécialistes de l'aide humanitaire ou de l'éducation.
- L'égalité des genres doit enfin être une réalité. Pendant des décennies, l'accès à l'éducation et à la santé des femmes et des filles a été restreint. Plus que d'autres, elles ont été affectées par la pauvreté. Elles ont été la cible de violences systématiques lors de conflits armés. Il est grand temps de recourir pleinement à leur potentiel de médiation ou d'acteur dans la reconstruction de pays affectés par un conflit. Dans ce contexte, la Suisse salue la création récente de l'entité « ONU Femmes » qui nous rapproche de cette vision.

### Conclusion

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Nous ne devons pas faire de l'ONU un « monument historique » immuable, mais une organisation dynamique. Elle est l'unique organisation légitime du monde qui représente tous les peuples et toutes les nations. Elle est l'unique organisation légitime capable d'atténuer les différences, capable d'établir l'équilibre entre les régions. Pour que cela fonctionne, chacun doit prendre ses responsabilités et commencer par faire le ménage dans sa propre maison. Toutefois, il ne suffit pas de parler ou de faire des rapports. Nous devons agir. Chaque pays membre de l'ONU doit s'engager avec clarté ici, au sein de l'ONU, pour répondre aux questions urgentes concernant le monde d'aujourd'hui et de demain. La confiance et la crédibilité de notre organisation en sortiront renforcées. La Suisse reste fermement convaincue de la pertinence d'une approche multilatérale, dont les Nations Unies sont le centre. Ensemble, avec la contribution de vous tous, nous serons capables de créer un monde plus juste, plus pacifique et plus prospère. Je vous remercie de votre engagement.